

Boumediene fasse encore bien peur»

Reste à savoir pourquoi cette corruption prit des proportions effrayantes dans notre pays alors qu'à l'époque de Boumediene, elle ne dépassait pas 25%, d'ailleurs, celui-ci se proposait de dénoncer ses effets lors du congrès du parti qui devait se tenir après sa mort, en voulant confier ses dossiers à des tribunaux populaires formés de simples citoyens. Malheureusement, ce congrès qui se tient en 1979 prit une toute autre orientation au grand soulagement de certains. Le rapport de la Banque mondiale de février 1991 nous apporte quelques éclaircissements en constatant : «Avant la restructuration de 1982, la Sonatrach avait pu mettre en place un service d'audit interne qualifié grâce à l'assistance de sociétés d'audit étrangères, ce service comprenant 30 vérificateurs complètement formés dont le rôle était entre autres d'effectuer les vérifications des gros contrats clés en main des filiales pétrolières et des opérations conjointes avec des sociétés dans la domaine de l'exploration et de la production. Toutefois, ce groupe s'est depuis lors considérablement désagrégé à la suite du départ d'une grande partie du personnel vers les sociétés issues de la restructuration de la Sonatrach et sur d'autres entreprises extérieures au secteur ayant eu besoin du concours d'experts financiers ayant des compétences rares. En conséquence, le groupe restant n'effectue plus que des audits ad hoc sur la demande de la direction au lieu de réaliser un examen systématique des opérations et des systèmes de la société. De plus, son efficacité est quelque peu limitée du fait que ce groupe rend compte au directeur financier au lieu du directeur général ou encore à un conseil d'administration quand il sera mis en place.» Autrement dit, on aura compris que le système d'audit interne à Sonatrach qui existait durant les années 1970 avait disparu, que ces audits ne seront réalisés que quand le directeur financier en manifestera la volonté, ce qui lui permettait de les oublier durant des années. Bonjour l'opacité, et adieu à la transparence !

On aurait souhaité également que les députés ou les partis interpellent les gou-



vernements des années 1980 sur le scandale des menkers et des méthaniers qui disparurent mystérieusement sans que cela n'émeuve personne. D'une flotte de tankers ultra-modernes qui atteignait à la fin des années 1970, 1 079 700 tpl (d'après la revue *Pétrole et gaz arabes* du 1^{er} décembre 1981) il ne restait plus à la fin des années 1980 qu'un petit transporteur de produits pétroliers de 22 300 tpl (d'après la même revue du 16 novembre 1997).

Sachant que le prix d'un tanker était alors de 38 millions de dollars, qu'il avait une durée de vie d'au moins vingt ans et qu'on les avait vendus en catimini ou pris alors qu'ils n'avaient même pas dix années d'âge et qu'on aurait pu les transformer aisément en bateaux de marchandises dans le cas où il n'y aurait plus eu de pétrole à transporter, on aurait vraiment souhaité entendre la voix de certains à ce moment-là.

Quant à la dette laissée par Boumediene en 1978, elle était de 12,9 milliards de dollars (somme qui avait servi à acheter des biens d'équipement pour les usines et donner du travail aux gens) alors que toujours d'après le rapport de la

Banque d'Algérie, celle laissée par Chadli atteignait 27,7 milliards de dollars, ce qui en clair signifiait qu'on avait doublé la dette laissée par Boumediene en dépit de revenus pétroliers importants 145 milliards de dollars, dont avait bénéficié le régime Chadli, alors que celui de Boumediene

C'est bien l'Algérie de Boumediene qui reçut des médailles d'or de l'Unesco en hommage à l'effort considérable qu'elle avait déployé dans le domaine de l'enseignement et de l'éducation en y consacrant le pourcentage d'un budget rarement égalé par d'autres pay.

n'avait eu que 28 milliards.

Le ratio service de la dette-exportation atteignait à la mort de Boumediene 20% seulement, alors qu'en 1988, il atteignait

76,9%, sachant que ce ratio exprime le degré de solvabilité de l'économie nationale et que le seuil critique commence quand il atteint 30%. Mais le peuple algérien avait pu acheter grâce au programme «anti-pénurie» toutes les saletés dont différents pays étrangers voulaient s'en débarrasser. L'auteur de ces élucubrations a dû avoir été victime des «mirages sahariens» quand il prétend qu'à l'époque de Boumediene on importait «des voitures Tchilougui russes, des Polski, des Zastava yougoslaves et des Dacia roumaines «il n'y eu jamais à l'époque de Boumediene que des R16, des quatre L, des 403, des Wolswagen, des Fiat.

Les Algériens pouvaient également s'enorgueillir de fabriquer des camions Berliet à un prix abordable (1 dinar égalait un franc et vingt centimes) en effet le taux d'intégration était de 70 à 80%, ce qui signifiait que les pièces étaient fabriquées dans cette proportion en Algérie (voir à ce sujet l'article de Daniel Jinqua dans *le Monde du 3 janvier 1979*).

Mais restons-en là, car nous l'avons dit, nous n'entendons guère entrer en polémique avec des personnes qui connaissent aussi peu l'histoire de l'Algérie, les ragots, chacun peut en faire autant qu'il lui en plaira sans jamais avoir une once de crédibilité. Ceux qui parlent ne savent rien et ceux qui savent se taisent. L'historien Albert Paul Lentin qui voyait en Boumediene «un colonel adoré de ses hommes» portait sur lui ce jugement. «Boumediene», écrivait-il, est sans doute le plus mûr, le plus réfléchi, le moins rhéteur-acteur des dirigeants du FLN. (*Historia Magazine* n°311, p. 2377). Il semble néanmoins que le fantôme de Boumediene fasse encore bien peur, vu la hargne d'une petite poignée de détracteurs, mais n'en déplaise à des esprits chagrins, Boumediene demeure pour la majorité des Algériens – ainsi que l'écrivit Jean Lacouture, auteur de biographies célèbres sur de Gaulle ou Mitterrand – «l'un des chefs d'Etat des plus originaux et des plus compétents du tiers-monde».

A. B.

L'intellectuel et le complexe du colonisé

Le Soir d'Algérie a publié dans son édition du 17 janvier 2012 une contribution de M. Mohand Bakir qui critique celle que j'ai fait paraître dans le même journal deux jours plus tôt. M. Bakir y expose son point de vue en répétant le discours habituel de l'anti-islamisme primaire aujourd'hui totalement dépassé.

Il revient sur ce que j'ai écrit il y a vingt ans au sujet de «la régression féconde», ne se rendant même pas compte que les révoltes arabes orientent vers cette perspective. Mais ce n'est pas sur ce point que je voudrais répondre à M. Bakir, car après tout, personne ne pouvait prévoir l'avenir.

Je lui donne raison sur une erreur contenue dans mon texte écrit à chaud et que je n'avais pas relu quand je l'avais envoyé un vendredi après-midi à la rédaction du *Soir d'Algérie*. Il ne s'agissait pas en effet du Tribunal pénal international mais bien sûr de la Cour pénale internationale instituée par le Traité de Rome que l'Algérie a signé mais n'a pas encore ratifié. Ceci est une simple erreur matérielle que le lecteur averti aura corrigée de lui-même, comme cela m'a été signalé par des amis.

L'adhésion de l'Etat algérien à ce Traité signifie que celui-ci ne veut pas s'isoler de la communauté internationale, ce qui est à son honneur. Il y a bien sûr deux poids, deux mesures dans l'application de ce droit à l'échelle mondiale et les Palestiniens, par exemple, en font tous les jours la douloureuse expérience. Ce n'est pas la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée en 1948 par l'ONU qui a donné l'indépendance à l'Algérie, mais le FLN y faisait référence pour

imposer le droit du peuple algérien à l'autodétermination. Une chose est de dénigrer et de refuser le droit international et autre chose est de l'accepter et se battre pour son application. Mais ce ne sont pas ces points de débat qui me poussent à réagir aux propos de M. Bakir. Ce qui m'a chagriné dans son texte, ce sont les attaques gratuites contre Maître Ali Yahia Abdenmour que j'interprète comme l'expression d'un complexe de colonisé qui refuse de voir chez lui la dimension d'un René Cassin ou d'un Mario Bettati, juristes reconnus sur le plan mondial.

Il est vrai que Ali Yahia Abdenmour n'a pas enseigné à l'université, mais ses écrits, ses plaidoiries dans les tribunaux, sa pratique militante, sa vision des luttes politiques en Algérie reflètent un humanisme de la philosophie kantienne.

Il y a dans sa pensée une philosophie implicite du droit qui est celle des grands auteurs modernes. Mon profond respect pour cet homme provient aussi de son passé qui parle pour lui. Militant PPA-MTLD dans les années 1940, membre du FLN dès 1954, il côtoie Abane Ramdane et Aïssat Idir... A l'indépendance, il est député et ministre, mais quelques mois plus tard, il est en désaccord avec le gouvernement de Ben Bella et donne sa démission.

Il revient au gouvernement avec Boumediene qui le sollicite, croyant que celui-ci allait institutionnaliser les rapports d'autorité, mais démissionne aussitôt et se retire des affaires publiques. Dans les années 1980, il défie la puissante Sécurité militaire pour créer la Ligue algérienne des droits de l'homme et connaît,

Par Lahouari Addi

à son âge, les affres de la répression. En janvier 1992, il s'oppose au coup d'Etat bien qu'il ne soit pas islamiste. Animé par le désir de réunir les Algériens sur une base minimale qui condamne la violence, il prend part à la réunion de Sant'Egidio. De manière obstinée, il cherche à réunir autour d'une même table Ali Benhadj et Saïd Sadi, et à réconcilier le FFS et le RCD avec un objectif clair : la rupture totale avec le régime et la mise en œuvre de la transition démocratique. Si un tel homme, porteur des valeurs de Novembre 1954, et ouvert sur l'humanisme universel de la pensée moderne, ne «remplit pas les yeux de certains» comme dit un proverbe populaire, c'est que le complexe du colonisé est encore persistant 50 ans après la décolonisation.

C'est chez Ali Yahia Abdenmour que j'ai appris que l'Algérie n'est pas une idée abstraite qui sert à la nomenclatura pour s'enrichir, ni les montagnes et les plaines de sa géographie. L'Algérie pour lui, c'est les Algériens en chair et en os, et quand ces derniers, quelles que soient leurs opinions, souffrent, c'est une partie de l'Algérie qui est blessée.

A travers ces paroles, Ali Yahia Abdenmour pose que l'homme est une fin en soi et non un moyen d'une idéologie politique. C'est le fondement de la philosophie moderne et je suis heureux qu'un de mes concitoyens l'exprime comme idée et comme pratique de terrain. Pour moi, Ali Yahia Abdenmour, c'est la synthèse de Novembre 1954 et les valeurs universelles.

L. A.